

**Le tiers payant généralisé, un moyen de lutter contre les inégalités sociales d'accès aux soins.**

En suspendant la mise en place du tiers payant généralisé et en la subordonnant à une mission d'enquête de l'IGAS, la ministre de la santé fait fi de toutes les études qui montrent que la part croissante de la population renonce à se faire soigner pour des raisons économiques – 42% (1) des Français déclarent avoir renoncé à des soins chez un spécialiste en raison du coût de la consultation ! – le ticket modérateur à moins de 9 € facilite l'accès aux soins.

Déjà en 2014, l'INED\*soulignait que l'avance du prix d'une consultation médicale pouvait être un frein à la l'accès à une contraception médicalisée pour certaines femmes, notamment les 20-24 ans.

Pour réduire ces inégalités sociales et économiques d'accès aux soins, l'extension de cette pratique du tiers payant devrait être une des priorités.

Le prétexte d'un nouveau rapport de l'IGAS se rajoutant aux rapports successifs (CNAM, UNOCAM, IGAS) sur l'étude du dispositif de tiers payant généralisé à flux unique laisse le Planning Familial dubitatif quant à la volonté politique de réduire les inégalités. Il soutient qu'un dispositif simple et juste reste l'exonération du ticket modérateur prise en charge à 100 % par l'Assurance maladie pour les soins de médecine générale.

**Contacts presse:**

Caroline Rebhi : # 06 59 87 03 20 / Véronique Sehier # 06 86 65 25 19

*\*numéro 511 • mai 2014 • Population & Sociétés • bulletin mensuel d'information de l'Institut national d'études démographiques*